

Tous cit

La question de l'existence d'une entité que l'on pourrait nommer « classe ouvrière », ou, plutôt, de la pertinence d'une telle notion pour l'analyse des sociétés industrialisées, a été au centre de nombreuses polémiques dès le XIX^e siècle. Plus que la notion de classe ouvrière en tant que telle, c'est l'idée d'une structuration de la société en classes sociales qui était alors contestée, au nom d'une « réalité observable » plus complexe, ne pouvant se résumer en des termes aussi frustes que « classe ouvrière » d'une part, et « bourgeoisie » de l'autre.

L'image traditionnelle de cette classe, que l'on a pu penser vouée à dominer numériquement les sociétés industrialisées, peut se construire à partir de trois caractéristiques : sa figure emblématique est l'**ouvrier** (travailleur manuel), **salarié**, travaillant dans le **secteur secondaire** (transformation de la matière).

LA CLASSE OUVRIÈRE EXISTE-T-ELLE (ENCORE) ?

Déjà les acteurs de la Commune de Paris, généralement reconnue comme archétype d'une tentative de « dictature du prolétariat », notamment par Marx lui-même, ne pouvaient déjà être considérés comme appartenant à un groupe social homogène. La population parisienne qui s'insurge en 1871 comportait certes des ouvriers de manufactures, correspondant à une définition combinant travail manuel et salariat, mais on ne peut affirmer qu'ils constituaient clairement une majorité face aux artisans, petits commerçants et intellectuels engagés dans un projet qui

oyens, mais encore ?

PAR RENÉ DOUTRELEPONT, PATRICK ITALIANO
& MARC JACQUEMAIN

PROFESSEUR, CHERCHEUR & ASSISTANT AU SERVICE DE MÉTHODOLOGIE
ET D'ÉPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES SOCIALES, UNIVERSITÉ DE LIÈGE

ne s'est d'ailleurs construit qu'au cours des événements eux-mêmes.

Réexaminer la même question en 1997 peut paraître plus saugrenu encore. L'absence d'enjeu que confère la distance historique peut amener à admettre plus facilement aujourd'hui la pertinence de la notion de classes pour décrire la société du XIX^e siècle, mais ce n'est que pour mieux souligner combien la société contemporaine est différente de celle d'alors.

Le XIX^e siècle et le début du XX^e étaient caractérisés par un large processus d'industrialisation, ce qui laissait présager une nette croissance de la classe ouvrière au détriment de la paysannerie et de l'artisanat.

Il s'est agi, tout d'abord, d'un développement du secteur secondaire bien au delà de ses secteurs d'origine : les produits manufacturés ont envahi progressivement le marché. En particulier, alors que les débouchés des produits industriels concernaient d'abord l'industrie elle-même (fabrication de machines, infrastructures) ou la consommation des classes aisées (produits de luxe), le fordisme a étendu l'industrialisation à la consommation ouvrière, de telle sorte que, timidement avant 1940, puis massivement après la guerre, le marché visé était l'équipement des ménages en véhicules, électroménagers, etc. Le secteur alimentaire est un bon exemple de l'extension de l'organisation industrielle en dehors des fabrications mécaniques et textiles par où elle avait démarré : de la production de produits agricoles transformés par l'économie domestique, on est passé à la production industrielle d'aliments

transformés, conservés, voire cuisinés. L'agriculture elle-même s'est industrialisée.

Mais le processus d'industrialisation ne peut se réduire à l'examen du poids relatif du secteur secondaire dans l'économie nationale. Le domaine commercial a aussi connu une profonde transformation dans l'après guerre, avec le développement de la grande distribution. De même, l'ensemble du secteur tertiaire s'est assez largement industrialisé.

Ainsi, s'il y a bien une généralisation du rapport salarial, d'une part, et une croissance relative du secteur secondaire, d'autre part, jusqu'aux années '60, il n'y a pas de généralisation de la figure de l'ouvrier d'usine, le « col bleu », de telle sorte que la classe salariée, pour utiliser un concept plus large, ne correspond plus du tout, sociologiquement, à ce dont Marx parlait.

Lorsque l'on parle, à propos de l'évolution sociale de l'Europe depuis les années '60, de « désindustrialisation », c'est avant tout la réduction du poids relatif de l'importance du secteur secondaire que l'on évoque : en Belgique, de 1960 à 1987, la population active employée dans l'industrie est passée de 46,7 à 25,8 %. Il est assez logique que, dans une région comme la nôtre, qui a connu une prospérité basée sur l'industrie lourde, prototype même du lieu d'activité de l'ouvrier classique, une telle évolution soit particulièrement ressentie.

De plus, à côté du développement rapide du secteur tertiaire au détriment de l'industrie, le poids relatif du salariat

peut lui aussi être remis en cause par l'évolution actuelle. Au niveau du rapport de travail, d'une part, on a vu apparaître les « faux indépendants », permettant de contourner les législations sur les protections sociales. Ce type de relations contractuelles s'est développé localement (dans certains secteurs de l'industrie textile italienne, par exemple), mais reste relativement marginale dans l'ensemble de l'Europe. Le phénomène majeur, dans l'ensemble de nos sociétés, réside en fait dans la diminution générale du nombre d'actifs, de telle sorte qu'à la figure du col bleu se substitue, du moins en partie, celle du retraité ou du chômeur.

Notre question de départ, l'existence d'une classe ouvrière comme entité pertinente pour l'analyse de l'Europe actuelle, reçoit donc en première approche une réponse négative en fonction des éléments suivants :

1. La tertiarisation de l'économie tend à rendre minoritaire le **secteur industriel** au sens strict, celui-là même où l'on rencontre la figure classique de l'ouvrier d'usine.

2. Le **rapport salarial** s'est largement répandu depuis le siècle dernier, mais a surtout englobé un grand nombre de cols blancs, de telle sorte que l'ouvrier n'est plus la figure majoritaire. Dans le secteur industriel lui-même, l'évolution technique a fortement changé la nature des tâches d'une grande partie des travailleurs.

3. Le nombre croissant d'**inactifs** diminue le poids des salariés par rapport à l'ensemble de la population, rendant la

notion de classe ouvrière moins opératoire.

CLASSE OUVRIÈRE, CLASSE SALARIÉE ET IDENTITÉ

Il ne suffit toutefois pas d'établir une sorte de cartographie sociologique de la société pour conclure à l'existence ou non d'une classe ouvrière comme entité pertinente. Une convergence d'intérêts et de conditions d'existence ne peut, en soi, constituer une classe en tant qu'acteur social si cette classe n'a pas une conscience d'elle-même, un **identité**.

On ne peut remplacer simplement « classe ouvrière » par « classe salariée » parce que celle-ci ne possède certainement pas une identité en tant que telle. Si la classe ouvrière industrielle était, et reste encore dans une certaine mesure, fortement syndiquée et caractérisée par des valeurs de solidarité bien ancrées, on ne peut en dire autant de l'ensemble des autres catégories de salariés. Ceci est vrai tant pour les ouvriers du secteur tertiaire que pour les employés de l'industrie, seuls les agents des services publics pouvant être cités en contre-exemples. Selon Rosanvallon, ce serait le comportement typique des « employés » (individualisme relatif) qui se serait généralisé à la classe ouvrière. La « prolétarianisation » des employés, prédite par le marxisme, se serait inversée en une « employisation » des ouvriers (1).

VALEURS OUVRIÈRES, VALEURS DE GAUCHE

La constitution d'une identité commune aux différentes catégories d'un salariat « progressiste » rencontre d'ailleurs d'autres types d'obstacles. La dimension de solidarité, de sort commun, et d'aspiration à plus d'égalité n'est pas la seule dimension des valeurs que nous qualifierons de gauche. En l'occurrence, d'autres dimensions laissent percevoir une fracture idéologique entre différentes composantes sociologiques de la gauche. Cette fracture émerge dans l'actualité politique avec le succès des partis d'extrême droite depuis la fin des années '80.

En effet, la gauche intellectuelle réunit des valeurs égalitaires, d'une part, que l'on peut considérer comme assez largement partagées par ce qui subsiste d'une classe ouvrière classique, et d'autre part des valeurs d'ouverture et d'anti-autoritarisme, développées dans les années '60, notamment à travers les mouvements étudiants. Or, on a pu constater, à l'occasion de l'analyse

de l'origine sociologique des votes d'extrême droite, que l'électorat populaire pouvait assez facilement s'identifier aux valeurs moralisatrices et autoritaires de ces partis, ce qui n'a pas manqué de créer un malaise dans les milieux intellectuels de gauche.

En dehors de cette manifestation extrême d'idées réactionnaires sur le plan moral, on peut affirmer que la classe ouvrière, même lorsqu'elle continue à s'identifier à des partis ou organisations d'inspiration socialiste, n'est pas le lieu privilégié de propagation de valeurs nouvelles.

À cet égard, une étude publiée en 1995 dans Wallonie (2), bimestriel du CESRW, montre assez clairement, à partir de données d'enquête, comment ceux qui se classent subjectivement dans la « classe ouvrière » tendent plus que les autres à considérer que les jeunes, les immigrés, les toxicomanes et les chômeurs sont « trop aidés » par l'État. Les mêmes manifestent par contre l'opinion que handicapés, pauvres, accidentés du travail, malades et personnes âgées ne sont pas suffisamment aidés. La même attitude est caractéristique des retraités, des indépendants et... des électeurs d'extrême droite. L'interprétation suggérée dans cet article est précisément que l'axe qui structure ces attitudes est un axe opposant ordre établi à permissivité, ou plus généralement ouverture versus repli.

Il n'y a donc pas adéquation entre l'ensemble des valeurs de la gauche intellectuelle et celles des classes défavorisées, sans doute précisément parce que celles-ci manquent de ressources culturelles pour accepter la différence. Ce constat n'est d'ailleurs pas nouveau, les attitudes racistes ayant déjà été manifestées par les ouvriers nationaux lors des grandes vagues d'immigration. Il s'agissait aussi, pour une classe défavorisée, de s'auto-attribuer un statut moins dévalorisant par comparaison, et rejet, vis-à-vis de groupes plus mal lotis encore.

L'absence d'une **conscience de classe salariée** tient bien sûr à son hétérogénéité sociologique, mais aussi au contexte idéologique de la société dans son ensemble. Le succès de l'idéologie libérale, qui nie la pertinence d'une perception de la société divisée en classes, ne concerne pas seulement les salariés du tertiaire ou les cols blancs, mais aussi une partie des ouvriers industriels eux-mêmes. La diversification des situations concrètes de travail ne contribue pas à une perception d'un sort commun, mais l'absence d'un projet de

société alternatif, déjà évidente dans les années '80, s'est encore accentuée avec l'effondrement du bloc soviétique. Celui-ci a été abondamment exploité par les tenants du libéralisme qui y ont vu la preuve de l'absence d'alternative à l'économie de marché, conception aujourd'hui quasi consensuelle.

PAS DE CLASSE, PAS DE LUTTE ?

Pour Marx cependant, la conceptualisation d'une classe ouvrière homogène ne prétendait pas rendre compte finement de l'organisation sociale de la société capitaliste, mais prenait son sens par rapport à la notion de lutte de classes, c'est-à-dire dans un rapport antagoniste entre celle-ci et la classe des propriétaires des moyens de production. La négation de l'existence d'une classe ouvrière comme acteur nous paraît avoir comme enjeu, aujourd'hui comme au XIX^e siècle, la question du **rapport entre capital et travail**, en tant que réalité pertinente pour l'analyse des sociétés industrialisées et de leur évolution. Or sur ce point, le débat nous semble beaucoup moins vite clos.

Pour le libéralisme, le rapport salarial n'a pas une importance particulière, puisqu'il est vu comme un contrat entre individus libres et égaux. Comme la société est composée exclusivement d'individus de ce type, le travail n'est, à bien y regarder, qu'un aspect parmi d'autres de l'existence, qui paraît parfois secondaire. Le marché étant, par définition et empiriquement, depuis l'effondrement des pays de l'est, le meilleur système d'allocation des ressources, la relation de travail n'est qu'un des aspects régis par le marché, où il n'existe pas de conflits collectifs, mais dans le pire des cas une concurrence entre tout le monde et tout le monde. Dans le meilleur des cas, tout le monde est sur le même bateau, et la « main invisible » des économistes classiques assure que la somme des intérêts individuels produira l'intérêt collectif. Présenter le marché comme caractéristique fondamentale de la société permet de confondre individu et consommateur, et de donner priorité à ce dernier, l'individu est consommateur avant d'être travailleur. Le tour est ainsi joué, et le consommateur européen ne pourra que se réjouir de la nouvelle loi sur le travail qui provoque des troubles sociaux en Corée du Sud. Grâce à elle, les produits coréens seront bientôt moins chers.

Apparaît dans le même temps toute l'ambiguïté d'un concept comme celui

de citoyen. Pour approprié qu'il soit lorsqu'il tente de rendre à l'individu une place décisive dans les rouages d'une société complexe, il se réfère implicitement à une société sans classe, sans divisions, puisque sous cet angle tous les individus sont égaux. À la rigueur, on pourrait même considérer que si conflit il y a, ce conflit est interne à l'individu, opposant son rôle de consommateur à celui de travailleur. L'absurde est atteint lorsque le citoyen consommateur dispose sur le marché de produits de qualité à très bas prix, mais que le même mécanisme qui lui assure cet avantage le prive également des revenus nécessaires à acheter ces biens, transformant des régions entières en « désert économique ».

Le meilleur exemple de la centralité que les libéraux voudraient donner de l'identité de l'individu-consommateur nous est fourni par la présentation des avantages de la construction européenne. Les arguments les plus concrets avancés pour étayer ces avantages reposaient, jusqu'il y a peu, sur la suppression des formalités douanières : le consommateur peut partir en vacances à l'étranger en ne perdant plus de temps aux frontières, et la concurrence de produits étrangers entrant sans droits de douane doit faire baisser les prix. C'est la priorité donnée à l'acte de consommer, par rapport au risque que des entreprises locales soient balayées par la

concurrence, avec pression sur l'emploi, qui justifie, pour un salarié, la poursuite de l'unification.

Aujourd'hui, l'introduction de l'euro donne lieu à des arguments de même nature, puisqu'il ne faudra bientôt plus changer de devises, ce qui permettra d'économiser les commissions de change (3). Certes, la construction européenne devrait aussi créer de l'emploi, ce qui est favorable à l'individu travailleur, mais les mécanismes par lesquels ce phénomène devrait se manifester restent obscurs, et plus l'échéance approche, plus cet effet bénéfique est présenté comme un effet de « long terme », alors que les pertes d'emploi concrètes et immédiates commencent à se produire (ne fût-ce que dans les douanes, mais aussi en fonction des critères de convergence). Cette révision à la baisse des espoirs de relance de l'emploi ne font pas faiblir les proclamations quant à la nécessité impérieuse de réaliser l'union monétaire.

DU PROLÉTAIRE À L'EXCLU

Dans la logique libérale, les inégalités sont une conséquence inévitable de performances différentes des individus sur le marché, et elles ne posent guère de problème en tant que telles. Elles ne constituent en tous cas pas la base d'une analyse spécifique de l'évolution actuelle de la société.

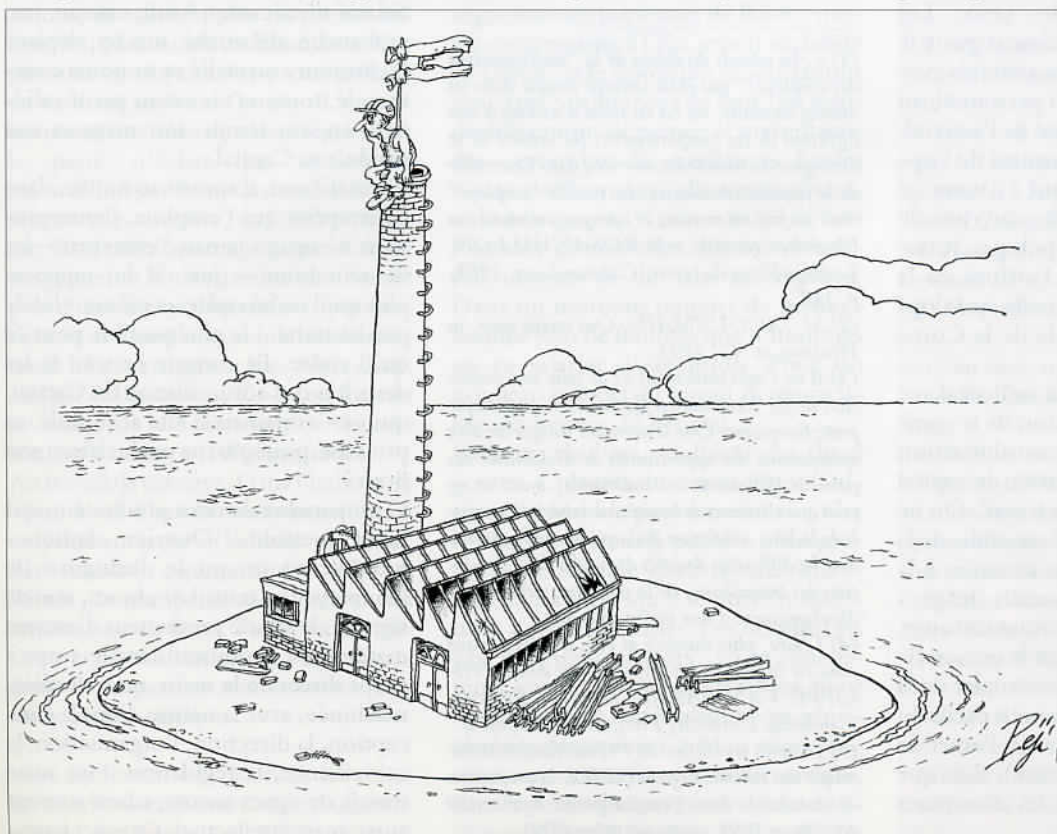
Certains produisent cependant une

analyse de gauche qui en même temps place l'inégalité au centre de ses préoccupations et se fonde sur la perte de centralité du travail. Ils rendent centrale l'opposition inclus/exclus, dans une société décrite comme duale. L'opposition n'est plus alors entre travail et capital, mais entre tous ceux qui ont un travail stable et tous ceux qui en sont dépourvus. On peut alors aller jusqu'à assimiler un emploi à une dotation en capital, puisque le travailleur bénéficie d'un revenu provenant d'un bien rare (4).

À la base de cette opposition entre travailleurs et exclus se trouve la constatation que les travailleurs, et en particulier leurs syndicats, en dépit d'un souci constamment réaffirmé pour l'emploi, ont davantage réussi à sauvegarder la protection et le niveau de salaire de ceux qui ont un emploi qu'à construire une solidarité entre ceux-ci et les chômeurs. Cette observation est pertinente, en tous cas en ce qui concerne l'histoire de la Belgique. Depuis le début de la crise, les salaires des travailleurs occupés en Belgique ont parfois stagné, mais ne se sont jamais effondrés ; par contre, les syndicats ont assisté impuissants à l'« invention » d'un nombre impressionnant de statuts précaires. De même, les syndicats belges ont défendu efficacement le statut de la fonction publique, mais n'ont pas pu empêcher que de plus en plus de

fonctions traditionnelles de l'État soient confiées à des contractuels voire au privé (5).

Pourtant, même si cette analyse de la dualisation de notre société met en évidence des éléments importants, nous ne pensons pas qu'elle puisse remplacer efficacement une analyse basée sur le rapport capital/travail. En effet, la précarisation et l'exclusion sociales sont des réalités observables en Belgique et ailleurs, mais d'autres pays connaissent des évolutions quelque peu différentes, dont le résultat est pourtant globalement le même



pour la rémunération du capital. Aux États-Unis comme en Grande-Bretagne, les syndicats n'ont pas, ou n'ont pas pu, sauvegarder le niveau de salaire des travailleurs employés. Le résultat est un taux de chômage moindre, mais une paupérisation accrue des travailleurs actifs, par ailleurs précarisés, il est vrai, au nom de la « flexibilité ». La Grande-Bretagne compterait aujourd'hui 25 % de sa population vivant sous le seuil de pauvreté (notion qui n'a rien d'universel il est vrai).

Dans le contexte d'un rapport de forces défavorable, on peut considérer que les syndicats ont eu à choisir entre la peste et le choléra : soit lâcher les salaires, soit lâcher une partie des salariés.

La solution belge est passée principalement par une réduction de la masse salariale par réduction de l'emploi total. Mais les revenus perdus par les licenciés ne l'ont pas été pour tout le monde : la comptabilité nationale nous apprend que, de 1980 à 1995, les revenus du travail dans leur ensemble (transferts compris) ont baissé de 18 %, tandis que les revenus du capital (déclarés, puisque la ventilation du revenu national se fait à partir de statistiques fiscales) a augmenté de 80 % sur la même période.

Le monde syndical n'est cependant pas unanimement en faveur de la solution « belge » laissant les licenciés sur le carreau. Nous en avons actuellement une exception sous les yeux. Les ouvriers de Clabecq refusent pour le moment une reprise des activités avec une partie seulement du personnel, au risque de perdre la totalité de l'activité. Cette attitude va à l'encontre de l'option habituelle consistant à sauver ce qui est sauvable. Mais les ouvriers de Clabecq ne représentent-ils pas, justement, un des derniers bastions de la classe ouvrière traditionnelle, qui s'oppose à la logique libérale de la Commission européenne ?

L'actualité est riche en indices de ce que derrière la justification de la compétitivité s'opère une revalorisation constante de la rémunération du capital au détriment de celle du travail. On ne cessera de s'étonner, par exemple, de la diminution des moyens accordés à la poursuite des délits financiers (Inspection Spéciale des Impôts mise en cause, diminution des moyens de la section financière de la PJ, retrait complet de la gendarmerie de ce domaine à partir du 30 juin 1997, « affaire » de l'amende négociée par la Kredietbank), alors que l'on renforce le contrôle des allocataires sociaux.

Il nous semble donc que, malgré les changements indéniables qu'ont connus les pays industrialisés depuis les années '70, et la marginalisation de la figure centrale de l'ouvrier industriel comme acteur d'un nouveau projet social, l'opposition entre travail et capital reste une clé incontournable pour comprendre l'évolution de nos sociétés. Ce que l'on appelle communément la crise apparaît de plus en plus, avec le recul, comme un changement substantiel du rapport de force au sein de cette opposition. La question essentielle est donc aujourd'hui de concevoir une nouvelle alliance sociale, au-delà de la classe ouvrière, comme acteur capable de s'opposer à l'approfondissement de l'injustice de traitement entre capital et travail. •

(1) « Au rebours du thème de la "prolétarianisation des employés" qui était souvent évoqué dans les années soixante, on est en train d'assister à une diffusion de ces comportements [la volonté de se distinguer du monde des ouvriers] dans l'ensemble de la population salariée. Le modèle "employé" était en fait en avance, et non pas en retard sur l'évolution générale. » P. ROSANVALLON, *La République du centre*, Calman-Levy, 1988, p. 148.

(2) M. JACQUEMAIN, *Qui mérite quoi*, in Wallonie, n° 42, 1995.

(3) Il ne s'agit nullement ici de faire une profession de foi incidente en faveur d'un quelconque protectionnisme. Que la monnaie unique ôte aux spéculateurs des opportunités de déstabiliser des pans de l'économie est indéniable, mais on ne peut que s'étonner de la vitesse à laquelle s'est réalisée la libre circulation des capitaux par contraste avec les difficultés dans les domaines de la circulation des travailleurs, de la politique sociale et du développement d'une union politique.

(4) L'idée, plus nuancée et plus développée que nous ne la présentons ici, se trouve dans: PHILIPPE VAN PARIJS, *Marxism Recycled*, Cambridge University Press, 1993, chapitre 6.

(5) D'après les chiffres de l'Observatoire économique des intérêts liégeois (CEIL), la proportion de statutaires dans l'emploi public représentait 61,5% en 1991, contre 66 % en 1980.

Vous d
ducteu
le Cap
mation
(déma
autonc
quelle
mun de
t-il enc
Bien a
manqu
courte
C'est
trique
sortir
voir se
humai
leur m
tousjo
L'ouv
il reste
et pré
les jou
de le p
Salar
emba
là, tou
mand
née, c
produ
Capit
l'entr
nant
de re
plus c
produ
qu'il
deux
qui n
priva
nom
C'est
ferait
men
l'emp
signe
maté
corp
macl
cepti
surve
trava
aussi